

Les tribulations du
Commissaire Adolf Benito Martin

Les temps joyeux des Barbouzes.

ANATOLE BLANCHARD.

Nous étions en mars 1986.

Charles Pasqua, ce personnage politique haut en couleur, le verbe large, la langue fleurie, fort en gueule, était, depuis quelques jours seulement, notre nouveau ministre de l'Intérieur dans le gouvernement que Jacques Chirac venait de constituer.

Les truands allaient serrer les fesses.

Jacques avait répondu présent à l'appel du président François Mitterrand qui, mécontent, contrarié vivait sa première cohabitation et sans doute aussi quelques contractions intestinales l'empêchant d'aller en toute quiétude se poser sur son trône.

C'était, il est vrai, une autre époque, ce n'était pas mieux avant, je me plais à le rappeler et bien sûr, tout le monde me dit que c'est faux.

La seule chose qui était meilleure était mes analyses, et l'état de mon estomac.

Je rappelle à tous ceux pour qui les souvenirs s'effacent, que François Mitterrand avait été élu président de la République en 1981, ce qui n'avait pas été, rappelons-nous, la meilleure

chose qu'il soit arrivé à la France et aux Français, mais pas le pire comparé à la mandature de François Hollande.

Cinq ans après son élection à la tête de l'État Français, François se trouvait au cœur de son premier septennat. Il y avait eu les élections législatives de mars 1986.

Les Français, ce peuple de gaulois, râleurs, ingrats, versatiles, irréformables, avaient enfin compris qu'ils s'étaient fourvoyés, le socialisme des promesses de François n'avait rien de socialiste. Ils avaient pris conscience d'avoir commis une boulette

, Une lamentable erreur, une belle connerie, la France s'enlisait, s'embourbait, plongeait dans l'immobilisme, le marasme, nous avions les deux pieds dans une fange malodorante que l'on nomme la merde.

Le parti socialiste venait de perdre sa majorité à l'Assemblée nationale et François s'était trouvé dans l'obligation de cohabiter, mettre en place un Premier ministre de centre droit à la tête d'un gouvernement dit de coalition.

Jacques Chirac, patron du RPR, qui avait été le principal, mais, courtois adversaire de François, était l'homme tout désigné.

François, qui comptait bien rester encore quelques années à l'Élysée, savait par expérience qu'en offrant un poste de Premier ministre à Chirac, il allait ruiner sa future carrière politique, il lui tendait un piège grossier, ce surnois pensait lui concocter un enterrement de première classe.

Mais Jacques, homme d'action, conscient, mais casse-cou avait pris le risque encouragé par Bernadette qui rêvait de coucher à Matignon, en attendant l'Élysée.

Dans ce nouveau gouvernement centre droite, Charles Pasqua, avait accepté le portefeuille de ministre de l'Intérieur.

Après sa nomination, une de ses premières décisions avait été de me réintégrer, m'extraire des oubliettes, et, contre tous les avis, imposer ma candidature.

Je passais ainsi de la BRI ou après la gloire, j'avais connu la disgrâce et la honte, à la DGSE pour diriger une cellule d'enquête spécialement créée par Charles Pasqua.

Il me fallait accomplir une mission bien particulière, dangereuse et délicate. Mais j'en avais vu bien d'autres plus périlleuses pendant ma carrière.

J'avais été très honoré par ce choix, mon épouse l'était beaucoup moins. L'affaire avait été conclue rapidement, car personne, au sein de la DGSE n'avait eu le courage de s'opposer à la décision de Charles qui possédait en plus de son accent légendaire, une très forte personnalité, avec ses grandes paluches, il n'allait jamais jusqu'à la torgnole mais presque.

Le nouveau locataire à titre gracieux de la place Beauvau avait décrété qu'il fallait agir rapidement et, traiter discrètement une affaire particulièrement sensible avant qu'elle ne soit révélée au grand public par les prédécesseurs de Médiapart et qu'elle n'explose aux oreilles affûtées du Président Mitterrand qui entendait, sur son trône, tout savoir et tout contrôler.

Le but de cette opération consistait à réhabiliter le statut des fonctionnaires du ministère de l'intérieur, redorer leurs blasons et préserver la carrière des officiers

supérieurs qui dirigeaient la Direction Générale de la Sécurité Extérieure.

Comme tous les Français, les cadres de cette haute administration avaient été lassés par la doctrine socialisante et paralysante des premières années du règne du père François. Ils avaient fini par voter pour le RPR aux dernières législatives.

François avait eu des échos de leurs traîtrises, par quelques espions, des énarques mouchards aux ordres de l'Élysée, qui lors des nombreux apéritifs écoutaient les conversations, un verre à la main et une saucisse entre les dents.

Il me fallait user, m'avait recommandé Charles, d'une grande discrétion pour établir de manière précise les raisons qui avaient amené un petit fonctionnaire, employé dans ce même ministère, un certain Anatole Blanchard à trahir notre grande nation, la République française, et pactiser avec un de nos pires ennemis, le plus redoutable de l'époque, l'URSS, qui manigançait déjà de nouvelles stratégies géopolitiques, bien que ce régime totalitaire vécût les derniers soubresauts de son histoire.

L'agonie de l'URSS allait prendre fin en 1991. En 1986, nous étions donc toujours en pleine guerre froide.

Nos services de renseignements étaient parfaitement au courant des sympathies et des accords qui avaient existé avant les élections entre le Président Mitterrand et le parti Communiste Français. Grâce à cette convention secrète, quelques ministres communistes avaient siégé quelques mois au gouvernement, mais pas très longtemps, François leur avait dit :

« On n'abuse pas des bonnes choses »

Mais les Rouges avaient eu le temps de promulguer quelques lois sur le travail qui continuent de nos jours à plomber les entreprises Françaises sur le marché international.

Dès sa nomination au poste de Premier ministre, Jacques Chirac avait invité Charles Pasqua à mobiliser discrètement ses services pour tenter de découvrir ce que François, le Sphinx en nom de code, aurait pu manigancer avec les Russes pour obtenir des aides financières pour sa campagne présidentielle de 1981, grâce à Georges Marchais qui, à la tête du Parti Communiste Français qui

soutenait le régime soviétique, le côté spartiate des camps de vacances soviétique, appelés Goulags n'avaient pas encore été révélés au grand public.

Si par hasard, des sympathies, des complicités, des arrangements financiers avaient pu être mis à jour, cela aurait bien sûr arrangé les affaires du parti Chiraquien le RPR.

Mais malheureusement pour Jacques, le traître, le transfuge dénommé Anatole Blanchard qui était passé de l'Est à l'Ouest avec des informations militaires secrètes n'était pas encarté ni au parti communiste, ni au parti socialiste, ni, Dieu merci au RPR.

D'après Charles Pasqua, fin tacticien, il fallait agir discrètement, dans l'anonymat le plus complet, ne pas faire de vagues, sous peine de discréditer les édiles des Services Secrets de Renseignements Extérieurs qui n'avaient pas vu venir la trahison de Blanchard au sein de leurs effectifs.

Ma mission consistait à retrouver la trace d'Anatole Blanchard qui avait très certainement fui en URSS, et découvrir les raisons, les motivations qui avaient poussé cet individu jusqu'alors intègre à commettre cet

acte déloyal, qualifié de haute trahison, qui aurait mérité en 1914 d'être envoyé, les yeux bandés, devant un peloton d'exécution, pour se faire truffer de plomb.

Nous devions, si possible, le rendre inopérant, inactif, et muet, bref vous m'avez compris, une bavure est si vite arrivée, rappelez-vous la fin de ce pauvre Bérégovoy que la presse aux ordres du Sphinx avait qualifié de suicide accidentel.

Nous nagions, je l'ai dit, encore en pleine guerre froide, le mur de Berlin édifié par l'URSS en 1961, n'avait pas encore chuté, mais il était déjà vacillant, fissuré et les relations existantes entre la France et l'URSS également en mauvais état.

Les prémices du changement brutal qui allait s'opérer à partir du 9 novembre 1989 par la chute du régime de Moscou étaient en marche.

En juillet 1986, on ne parlait pas encore de réchauffement climatique mais la chaleur était accablante à Marseille, je venais d'avaler mon quatrième pastis glaçonné, je profitais, contraint et forcé d'une mise en indisponibilité qui durait depuis six mois, à

cause d'une décision de Paul Quilès, l'ancien locataire de la place Beauvau à qui mes opinions politiques, trop, à droite avait fortement déplu.

J'avais également, au sein de la BRI, la réputation d'un flic, qui face aux voyous, avait la fâcheuse réputation d'oublier très souvent de faire les sommations d'usage a haute et intelligible voix.

Je savais parfaitement que cette mise au rancart avait été décidée plus haut que le Premier ministre, j'étais le seul à en connaître les raisons, seul avec le président.

En attendant mon retour aux affaires je profitais pleinement de ce temps libre, alternant des activités boulistiques et des siestes extraordinaires qui s'achevaient vers dix-huit heures autour d'un apéritif et quelques amis autour de quelques brochettes.

Quand, en mars 1986, j'avais pris connaissance du résultat des élections législatives, et appris par le petit marseillais que Charles Pasqua allait siéger à l'Intérieur, j'avais eu comme un pressentiment, la sensation que mon inactivité n'allait pas durer.

Mon épouse, la malheureuse, avait déjà élaboré plusieurs projets pour notre futur immédiat. Histoire de meubler mon temps libre, elle avait concocté, sans me le dire, depuis quelques semaines un planning très dense qu'elle comptait mettre en application dès début septembre.

Sur sa feuille de route s'enchevêtraient moult croisières chez Costa et des galas, des concerts salle Pleyel, des voyages d'agrément aux quatre coins de la France pour goûter aux spécialités culinaires de nos régions et parcourir les nombreux monuments historiques qui constituent notre patrimoine culturel.

Elle voulait ma peau la bougresse, il faut savoir qu'il y a en France plus de quarante mille églises à visiter et sans doute autant de restaurants gastronomiques installés jamais très loin des lieux de culte.

Heureusement que Charles Pasqua, que j'avais rencontré plusieurs fois au cours de ma carrière et qui appréciait le nettoyage à sec que j'avais opéré dans le milieu des malfrats, avait mis un frein aux délires de mon épouse

et aussi à un précoce engourdissement cérébral, prémices de la maladie d'Alzheimer.

Par une belle journée d'été, Charles nous invita dans la maison de campagne qu'il possédait à Saint Rémy de Provence.

Mon épouse fut flattée, être reçu à la table du nouveau ministre de l'Intérieur la combla d'aise et d'orgueil. Elle ne vit pas le piège que Charles lui avait tendu avec ma complicité.

Après le café et la goutte d'Armagnac, il annonça à mon épouse, avec l'autorité qui faisait de lui un homme d'action, qu'il me réintégrait dans l'active et me réquisitionnait pour une mission très particulière, dont il devait me parler en tête à tête.

Nous avons laissé ma femme, digérer à la fois l'information qui venait contrecarrer ses projets et aussi les raviolis qui accompagnait une daube au vin que nous avait préparé l'épouse de Charles qui était d'une tendresse à vous tirer des larmes, je parle bien sûr de la daube, car je n'étais pas assez intime avec Charles pour juger de la tendresse de son épouse.